

# WARAA

## Les Vainqueurs

Célébration de la Journée  
Mondiale du Tourisme



Faire du secteur un  
pilier important du  
développement du Togo <sup>P2</sup>

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 01 Octobre 2015 N° 085 - Prix 250 F CFA

Débats sur les réformes et l'organisation éventuelle des locales

Le silence inquiétant de l'opposition <sup>P6</sup>

11<sup>e</sup> journée nationale de la commune togolaise

Vers une meilleure prestation  
des services publics de base <sup>P5</sup>

Démarrage de l'année académique  
2015-2016 avec un effectif en hausse



Les mesures prises pour une  
meilleure éducation des élèves <sup>P5</sup>

Le football togolais sur la  
voie de la normalisation

La FIFA accorde encore  
un mois à Antoine Folly  
pour rendre le tablier <sup>P7</sup>

**INSOLITE**

Elle décroche un poste de  
présentatrice Télé en dévoilant  
une partie de sa poitrine <sup>P7</sup>

## 70<sup>e</sup> session de l'AG de l'ONU



\* **Faure Gnassingbé a prononcé  
un important discours hier**  
\* **Il a aussi accordé  
plusieurs audiences** <sup>P3</sup>

**Après avoir mordu la poussière à  
la dernière élection présidentielle**



**L'ANC en bataille rangée contre les autres  
partis de l'opposition, UNIR croise les bras** <sup>P3</sup>

Célébration de la Journée Mondiale du Tourisme

# Faire du secteur un pilier important du développement du Togo

Le 27 Septembre dernier, le monde entier a célébré la Journée Mondiale du Tourisme. La 36<sup>ème</sup> édition de cette journée est célébrée sous le thème « **Un milliard de touristes, un milliard d'opportunités** ». Ce thème met en exergue l'extraordinaire croissance du tourisme international depuis la fin de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale où l'instauration de la paix a assuré la liberté des voyages jusqu'à nos jours.

Selon les statistiques de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), les arrivées des touristes internationaux dans toutes les destinations du monde sont passées de 25 millions en 1950 à plus de 400 millions en 1990. En 2010, soit 20 ans seulement après, les arrivées ont plus que doublé pour atteindre 950 millions de touristes. La barre du milliard de touristes a été franchie en 2012.

En 2014, c'est 1,135 milliard de touristes qui ont été enregistrés et qui ont généré des recettes totales de 1245 milliards de \$ US.

Le tourisme a créé également 1 emploi sur 11 dans le monde. Il est aujourd'hui parmi les secteurs économiques les plus importants puisqu'il représente 10% du PIB mondial et 6% des exportations.

L'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie constituent les grandes zones de flux touristiques. L'Afrique, quant à elle, a accueilli en 2014, 56 millions de touristes qui ont dépensé sur le continent 36 milliards de dollars US représentant respectivement 5% des arrivées et 3% des recettes mondiales.

Le Togo notre pays a enregistré l'année dernière 320.000 touristes et des recettes hôtelières de 30 milliards de francs CFA. Le nombre cumulé d'emplois a atteint 4.300 dans le sous-secteur hôtelier.

La ministre en charge du secteur reconnaît qu'il y a beaucoup d'efforts à fournir avant d'atteindre les objectifs quantitatifs de l'UEMOA à savoir 8,5 millions de touristes pour les huit pays de l'espace communautaire d'ici 2020, soit théoriquement au moins un



Mme Légzime Balouki

million de touristes par Etat membre.

Au-delà de ces chiffres, le réel potentiel du tourisme comme moteur de croissance se mesure à travers ses multiples effets induits sur les secteurs d'activités connexes notamment le transport aérien et terrestre, la culture, l'environnement, les BTP, l'agroalimentaire, l'artisanat et les loisirs.

C'est donc à juste titre qu'au Togo, le tourisme est placé dans la SCAPE parmi les secteurs à fort potentiel de croissance traduisant ainsi la volonté du gou-

vernement sous la conduite du Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, de faire de ce secteur un pilier important du développement de notre pays. Il s'agit en fait pour le gouvernement de relancer ce secteur qui fut dans les années 80 et 90 la troisième source de devises après les phosphates et les produits agricoles de rente que sont le café, le cacao et le coton.

Au titre de la relance du tourisme, des chantiers sont ouverts et devront à terme ren-

forcer les capacités d'accueil et de séjour dans notre pays. Je voudrais ici citer la construction de nouveaux grands hôtels à Lomé, la réhabilitation de certains hôtels d'Etat de l'intérieur et surtout la rénovation de l'Hôtel 2 Février. D'autres grands chantiers comme la réhabilitation et le renforcement du réseau routier à Lomé et à l'intérieur du pays et la construction de la nouvelle aérogare de Lomé impacteront positivement les activités du secteur touristique.

A l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale du Tourisme la Ministre Léguezim BALOUKI a tenu à exprimer, au nom du gouvernement, toute sa gratitude aux investisseurs et aux promoteurs privés pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer pour accompagner l'Etat dans la reprise des activités touristiques « votre engagement dans les préparatifs du sommet africain sur la sécurité

Célébration de la Journée Mondiale du Tourisme  
Faire du secteur un pi-

Suite à la p 5

Siège : Derrière EPP Kélégougan  
Tél : 90-02-52-45 / 22-35-81-95  
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr  
c/s Casier N° 087. 13 BP152  
LOME-TOGO

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**

Michel Yao TCHADJA  
(alias Ezi Akoma)  
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

**SECRETAIRE DE REDACTION**

Pamphile S. NUMENYA

**REDACTION**

EZI Akoma  
W. Maléki  
Achile  
A. Fic  
Jack Nukunu  
Hubertine Akouvi  
Séna Le Libre Penseur

**INFORMATICIEN**

Pamphile S. NUMENYA

**IMPRIMERIE**

La Colombe  
Tirage : 3.000 Exemplaires  
Réécrit N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :  
appelez le 90-02-52-45**

**Retrouvez  
votre Journal  
WARAA  
Les Vainqueurs  
chaque jeudi  
dans les kiosques**

**Numéros Utiles**

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

# Après avoir mordu la poussière à la dernière élection présidentielle L'ANC en bataille rangée contre les autres partis de l'opposition, UNIR croise les bras

Depuis la période pré-électorale jusqu'à une période récente, l'on n'avait plus entendu parler la Présidente du groupe parlementaire ANC, Me Isabelle AMEGANVI. Nombreux étaient ceux qui se demandaient comment elle a bien pu cloitrer dans un silence inouï malgré les différents développements de l'actualité politique. Et enfin, elle a brisé la glace la semaine dernière en faisant sa réapparition sur les médias à travers une émission animée dans une langue locale sur une radio de la capitale. Contre toute attente c'est une guerre ouverte qu'elle est allée déclarer aux autres partis de l'opposition notamment le CAR et OBUTS. Pour elle les deux formations de l'opposition sont en partie à la base de l'échec cuisant de son candidat, Jean Pierre Fabre, à la dernière présidentielle. « Nous savons désormais que le CAR et OBUTS n'ont pas les mêmes objectifs que l'ANC. A partir d'aujourd'hui, je combattrai le CAR et OBUTS au même titre qu'UNIR », a-t-elle déclaré en substance. Depuis cette fracassante sortie de Me Isabelle AMEGANVI, les leaders de partis de l'opposition n'ont cessé de faire



Isabelle Améganvi

entendre leur position. Jean KISSI, le grand défenseur des causes du CAR n'a pas hésité à qualifier d'« inintelligents » les propos de la 3<sup>e</sup> vice-présidente de l'ANC. « Même dans le Kpélé d'où elle est, c'est UNIR qui l'a remporté sur l'ANC. Est-ce à dire que là aussi on doit dire que l'ANC a fait campagne pour UNIR comme elle prétend que le CAR l'a fait dans le Yoto ? Elle devrait être chassée pour avoir été battue dans son Kpélé, si c'est la même déduction qui doit être faite », a-t-il avancé. Il va jusqu'à confier que les responsables des deux partis de l'opposition ANC et le CAR ne se saluent même plus. Reçu dans une émission le 29 septembre dernier, le président du MRC, Abass KABOUA trouve plutôt que



Abass Kaboua

l'affrontement verbal entre l'ANC et le CAR est plus un problème ethnique entre Watchi et Mina que politique. Pour lui, ces problèmes ethniques ont été à la base de la création de la Coalition Arc-en-ciel en face du Collectif « Sauvons le Togo » (CST) et ont définitivement cassé la dynamique de l'union de l'opposition. « Ça me fait pitié de voir la guerre qu'ils sont en train de se livrer, une guerre inutile qui bloque l'avancée de ce pays, qui enfonce davantage le Togo et qui aggrave la souffrance du peuple togolais. Ce qu'ils sont en train de faire s'appelle de l'irresponsabilité. Quand vous allez à une élection à laquelle il ne faut pas aller, il faut rester calme », a-t-il alors déploré. Visiblement, presque tous les partis de l'opposition ont quel-



Jean Kissi

que chose à reprocher à l'ANC. Pour Dr James Amaglo, le chargé des affaires politiques du CAR, le manque d'ouverture de l'ANC au dialogue et au compromis et le refus du parti d'admettre une nouvelle candidature de Faure Gnassingbé est à la base des réformes que l'opposition n'a pas pu obtenir. Il appelle alors l'ANC à mettre fin à sa politique de dénigrement et d'attaques stériles contre son parti. Philippe Atakpadu PSR soutient aussi que l'opposition a perdu l'occasion d'obtenir les réformes lorsque l'ANC a refusé que Faure Gnassingbé se présente à une nouvelle élection en cas de limitation de mandats. A entendre Abass KABOUA le parti de Jean Pierre Fabre ne joue pas le franc jeu avec les autres partis de l'opposition. « Quand

vous finissez une réunion, ils font une autre réunion entre eux », confie-t-il. Apparemment, l'ANC n'aura pas seulement le CAR et OBUTS sur sa route il aura aussi à affronter le MRC et si possible le PSR. Depuis la période du COD I et du COD II, l'opposition togolaise ne fait que disperser ses énergies dans des disputes inutiles. Face à cette situation, le parti au pouvoir ne sent aucune pression. Il croise alors les bras pour regarder ses adversaires politiques s'entredéchirer. Et pourtant les militants de l'opposition ont toujours soif de voir d'autres personnes autre que ceux du parti au pouvoir diriger le pays.

Jack NUKUNU

## 70<sup>e</sup> session de l'AG de l'ONU

### \* Faure Gnassingbé a prononcé un important discours hier \* Il a aussi accordé plusieurs audiences

**Le Chef de l'Etat togolais Faure GNASSINGBE poursuit son séjour new-yorkais. Il a accordé dimanche plusieurs audiences à différents dirigeants et personnalités, en marge de la 70<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le point fort du séjour du Chef de l'Etat aux Etats-Unis reste l'important discours qu'il a prononcé hier. Voici l'intégralité de ce discours.**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement, Monsieur le Secrétaire général, Distingués délégués, Mesdames et Messieurs, Je me réjouis de m'adresser à notre auguste Assemblée, au moment où nous abordons une nouvelle phase de notre longue quête de paix, de sécurité, de développement et de prospérité partagée. A l'entame de mon propos, qu'il me soit permis, de présenter mes chaleureuses félicitations à Son Excellence Monsieur Mogens Lykketoft, pour son élection à la Présidence de cette 70<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Je tiens également à renouveler toute notre reconnaissance au Secrétaire général Monsieur Ban Ki Moon pour les actions saluaires qu'il a su engager depuis sa prise de fonction. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Depuis sa création, notre organisation com-

munautaire est pleinement investie aux côtés des Etats, des organisations régionales et des populations pour la paix et la sécurité, mais aussi, pour le relèvement progressif des niveaux de vie. Je tiens donc, à me féliciter de ce long chemin que nous avons parcouru ensemble. Je note, à cet égard, que le thème retenu pour la présente session de notre Assemblée générale cadre bien avec nos préoccupations du moment et reflète les valeurs qui sous-tendent notre entière adhésion à la Charte des Nations Unies. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Depuis son adhésion le 20 septembre 1960, mon pays a fait siennes, les valeurs et les priorités qui sont au cœur de l'agenda de l'ONU. Le Togo s'est ainsi évertué, avec beaucoup de conviction, à apporter sa contribution pour le triomphe des nobles idéaux de notre organisation. En retour, le Togo a beaucoup reçu de la grande famille des Nations Unies. L'élection présidentielle du 25 avril 2015 est la dernière illustration de cette coopération féconde.



Le Chef de l'Etat à la tribune de l'ONU

Nous n'oublions pas que tout au long de ce processus électoral, le Togo a bénéficié d'un appui multiforme et d'un accompagnement attentif de ses amis et partenaires et, en particulier, du Bureau des Nations Unies en Afrique de l'Ouest et de l'ensemble des agences du Système des Nations Unies. Cette marque de solidarité a été pour nous une source d'encouragement à aller au bout des efforts que le peuple togolais a consentis pour réussir cette élection. Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour témoigner la profonde gratitude du peuple togolais à tous et à toutes. Aujourd'hui, le peuple togolais entend s'appuyer pleinement sur ce succès pour continuer à affirmer, notamment les réformes politiques, sa démocratie et à poursuivre, dans la

cohésion, sa marche vers le progrès. Dans cette optique, conscient de son importance pour la paix et la sécurité d'une société juste et équitable, le Togo compte faire de l'inclusion économique et sociale le premier vecteur de la cohésion nationale. La priorité pour les Togois est d'aller plus loin dans la consolidation du mieux-être pour tous et de prendre ainsi une part plus active à la réalisation de notre nouvel agenda pour le développement. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Notre nouvel agenda pour le développement durable nous engage à faire beaucoup mieux que par le passé. Même si nous n'avons pas réalisé tous nos objectifs dans les délais prévus, au moins

avons-nous aujourd'hui le bénéfice de l'expérience qui constitue un immense capital dont nous devons tirer parti pour mieux répondre aux défis qui nous attendent. Au moment où nous délibérons sur l'avenir de la coopération internationale, il me paraît essentiel de ne pas oublier le lourd tribut que nous venons de payer à l'épidémie de la maladie à virus Ebola. En ma qualité de Coordonnateur de la lutte contre cette maladie dans l'espace de la CEDEAO qui en a été l'épicentre, je saisis l'occasion de cette tribune pour exprimer notre profonde gratitude aux Etats, aux organisations régionales, à tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux, aux organisations non gouvernementales qui ont mobilisé des moyens considérables et ont agi, de diverses manières, pour aider les pays les plus touchés à endiguer l'épidémie. Je tiens aussi à saluer l'héroïsme des personnels soignants, toutes nationalités confondues, et des acteurs communautaires, dont l'engagement n'a jamais faibli, même quand leur vie était en danger. Ils ont sauvé des vies et démontré notre capacité à réagir face à des situations extrêmes. J'ai une pensée pour tous ceux qui ont perdu leur vie en essayant de sauver celle des autres. EBOLA a enlevé des vies, détruit des communautés, fragilisé des économies avec des pertes de l'ordre de 2 milliards de dollars de produit intérieur brut pour les 3 pays affectés.

Suite à la p 53

70<sup>e</sup> session de l'AG de l'ONU

**\* Faure Gnassingbé a prononcé un important discours hier**  
**\* Il a aussi accordé plusieurs audiences**



**Le chef de l'Etat avec M. Mario PEZZINI**



**Le chef de l'Etat avec Mme. Michael Jean**

Aujourd'hui Ebola est affaibli, mais pas totalement vaincu. Nous devons tous ensemble rester vigilants non seulement pour éradiquer les foyers résiduels mais, bien plus, rebâtir des systèmes plus résilients face aux vulnérabilités et chocs, de tous ordres, auxquels nous restons exposés. Ces crises ne doivent pas nous empêcher de garder le cap et de tenir les promesses de croissance économique et de progrès social.

Je voudrais exhorter, à cet effet, tous nos partenaires à rester actifs et engagés y compris dans les pays jusqu'ici épargnés.

Monsieur le Président,  
Mesdames et messieurs,

Si l'on peut se féliciter de ce que la croissance économique africaine est l'une des plus fortes au monde ces dernières années, force est de constater qu'au rythme actuel, l'Afrique ne sera pas en mesure de donner massivement des emplois à sa jeunesse et de réduire de manière significative la pauvreté.

L'impératif d'une croissance économique accélérée et inclusive exige des actions structurantes et des financements qui vont au-delà des schémas classiques de financement.

C'est pourquoi, le Togo espère qu'à la suite de la conférence d'Addis Abeba sur le financement du développement, la communauté des bailleurs de fonds ne ménagera aucun effort pour accompagner, de façon plus constructive et moins restrictive, les pays africains dans leur volonté de diversification des sources de financement et dans leurs efforts visant à élargir leur espace budgétaire interne. Dans le même esprit, au moment où nous sommes à la recherche de mécanismes plus appropriés pour financer le développement de l'Afrique, il serait regrettable que les valeurs culturelles qui fondent les sociétés africaines soient sacrifiées au risque de saper les résultats escomptés.

A cet égard, des pressions ne doivent pas être exercées sur nos États pour les contraindre à adopter des programmes et initiatives qui provoquent des bouleversements culturels. En effet, comme l'ont évoqué les Evêques africains dans leur déclaration de juin dernier, nous sommes préoccupés par le fait que certaines orientations des Objectifs de Développement Durable liées à la santé sexuelle et reproductive ne fissent par devenir des conditionnalités pour l'octroi des ressources alors que leur appropriation continue de faire l'objet de controverses dans nos sociétés.

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

La longue et riche expérience des Nations Unies nous enseigne que la paix et la sécurité sont à la fois des préalables et des composantes du développement. Cette double exigence doit être pleinement prise en compte dans les stratégies que nous aurons à élaborer pour la mise en œuvre effective des objectifs de développement durable.

Le Togo, dont l'économie est largement tribu-

taire de l'hinterland ouest-africain, mesure à sa juste valeur l'importance de la sécurité dans la sous-région et en Afrique.

La lutte contre le groupe terroriste Boko Haram et toutes les formes d'extrémisme ainsi que de racisme doit se poursuivre, sans merci, de concert avec la communauté internationale, conformément aux valeurs prônées par l'ONU. Ces dérives qui tendent à se répandre ces dernières années en Afrique, ne correspondent à aucune des valeurs fondamentales de notre continent.

Pour sa part, le Togo entend capitaliser sur les acquis de la réforme de son système de défense et de sécurité pour mieux se positionner dans l'environnement sous-régional et international à cet égard.

L'on n'insistera donc jamais assez sur la nécessaire mise en cohérence de nos politiques en matière de sécurité, de défense des droits humains et de protection de l'environnement.

La dimension écologique des crises et des conflits, l'impact des changements climatiques sur l'exacerbation de la pauvreté et la mise en péril répétée des droits de l'homme, en période de guerres, sont des réalités que nous ne pouvons occulter, si nous voulons préserver durablement la stabilité des Etats.

C'est pourquoi, la conférence de Paris sur les changements climatiques sera le premier test de solidarité des engagements que nous venons de prendre en faveur du développement durable.

Vu l'importance des enjeux, nous incombe d'adopter à cette conférence, un accord international contraignant qui changera positivement la vie de millions de personnes à travers le monde, en imposant les mesures nécessaires au maintien du réchauffement climatique au-dessous de la barre de 2° Celsius.

Au Togo, nous vivons déjà, au quotidien, les effets des changements climatiques dont l'érosion côtière qui se traduit par une avancée de la mer de 12 à 15 mètres chaque année menaçant ainsi les populations du littoral. Il y a donc des enjeux immédiats de survie pour les populations riveraines qui exigent des réponses urgentes et appropriées nécessitant d'importants investissements.

Il est par conséquent crucial que les futurs financements internationaux destinés à lutter contre les changements climatiques, notamment ceux qui alimenteront l'alimentation des Fonds Vert, ne viennent pas en déduction de l'aide publique au développement traditionnelle.

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Je saisis l'occasion qui m'est offerte ce jour pour rappeler que les défis économiques, sécuritaires et environnementaux liés au milieu marin, seront examinés lors du sommet extraordinaire sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique que le Togo accueille l'an prochain à Lomé, sous l'égide de l'Union africaine.

Nous espérons pouvoir adopter, à cette occasion, la Charte de Lomé sur la sécurité maritime qui nous donnera les moyens de mieux agir ensemble pour que la mer demeure un atout majeur pour le développement de l'Afrique.

Mesdames et messieurs,

Après 70 années d'opérations de maintien de la paix, force est de constater qu'elles ne suffisent plus à garantir l'efficacité de nos actions, face à la nature changeante des crises et des conflits.

C'est pourquoi, nous devons constamment innover, en conjuguant davantage nos efforts, pour adapter nos réponses aux défis sécuritaires du moment.

C'est à ce titre que mon pays, qui a toujours participé aux opérations de maintien de la paix, se félicite du Rapport du Groupe indépendant de haut niveau créé par le Secrétaire général pour étudier les opérations de paix et dont les recommandations pertinentes doivent faire l'objet d'une attention soutenue de notre part.

Mon pays salue également la tenue, il y a deux jours, du Sommet sur les opérations de maintien de la paix, organisé par un groupe d'Etats à l'initiative des Etats-Unis d'Amérique, Sommet qui vise à mettre plus de moyens à la disposition des opérations de maintien de la paix.

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

L'ampleur des défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés nous oblige à renouer constamment avec la vocation originelle des Nations Unies. C'est notre devoir de préserver, par temps de guerre et par temps de paix, la dignité humaine, de construire un monde fondé sur la promotion et la protection des droits humains.

Je voudrais, à cet égard, rendre un hommage mérité au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme qui a fermé récemment son Bureau au Togo après avoir aidé le Gouvernement, les institutions nationales et la société civile à renforcer leurs capacités dans le domaine de la protection et de la promotion des droits humains.

Les huit années de coopération, qui viennent de s'écouler, ont permis au Togo de réaliser des progrès importants dans la défense des droits humains. Nous entendons poursuivre inlassablement nos efforts dans ce domaine, parce que nous sommes profondément convaincus qu'une société, où les droits de la personne humaine sont protégés et garantis, a toutes les cartes en main pour réaliser ses promesses de développement.

C'est mon plus vif souhait que la coopération multiforme qui nous mobilise au sein de la grande famille des Nations Unies puisse continuer à s'intensifier dans tous les domaines où elle peut permettre à l'Homme de mieux avancer vers le progrès, dans la solidarité et le partage.

Sur ce, je souhaite un joyeux anniversaire à

l'Organisation des Nations Unies, notre organisation commune, et renouvelle mes vœux de succès pour ses actions futures. Je forme surtout le vœu que les années à venir puissent nous donner l'occasion de préserver et de consolider notre adhésion collective aux idéaux de paix, de sécurité et de développement durable. Je vous remercie pour votre attention.

Le marathon des rencontres bilatérales a été clos par l'entretien avec madame Michaele Jean, la secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). La Canadienne a été reçue par Faure GNASSINGBE, en compagnie du président béninois, Yayi BONI, facilitateur dans la crise burkinabè. Les trois dirigeants ont évoqué des questions de coopération mais également la situation sous-régionale, avec la dernière crise au Burkina Faso à qui ils ont souhaité une bonne fin de transition ; et les élections présidentielles prévues dans plusieurs pays ouest-africains avant la fin d'année. Mme Jean a rappelé la contribution qui a été celle de son organisation lors du scrutin d'avril au Togo et s'est félicitée encore une fois de son bon déroulement.

Le Togo et la Géorgie ont établi des relations diplomatiques depuis quelques temps et le Géorgien a tenu à exprimer sa gratitude au président de la République. Il a souhaité un renforcement de la coopération entre les deux pays. A cet effet, la Géorgie serait prête à partager ses expériences avec le Togo dans le domaine de



**Le chef de l'Etat et le Pdt malgache, Hery Rajaonarimampianina**

Le chef de l'Etat et le Pdt malgache, Hery Rajaonarimampianina

**Les audiences accordées**

C'est d'abord le Directeur du Centre de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), monsieur Mario PEZZINI qui a ouvert le bal des rencontres. L'Italien a salué les performances économiques et sociales du Togo et déclaré apprécier la coopération existante entre notre pays et l'OCDE relativement à l'inclusion des jeunes et à la protection sociale. Il a souhaité que ces actions soient amplifiées. Il a proposé son appui pour la Revue multidimensionnelle du Pays dans le cadre de sa stratégie de développement.

Faure GNASSINGBE a ensuite reçu monsieur Yoshifumi OKAMURA, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à la Mission permanente du Japon auprès des Nations Unies. Le diplomate nippon, qui fut en poste à Lomé et est le représentant spécial de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement en Afrique (TICAD), est venu s'entretenir avec le président de la République sur la coopération entre les deux pays et souhaiter que le Togo prenne activement part à la TICAD de l'année prochaine qui se tiendra à Nairobi (Kenya).

Avec le Premier Ministre éthiopien Haïlé Mariam DESSALEGN, qui a suivi le diplomate japonais, le numéro 1 togolais a abordé plusieurs sujets. Il a invité son interlocuteur à prendre part à la Conférence de Lomé sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement. L'Ethiopie (pays enclave) utilise le port de Djibouti et 95% de ses échanges passe par le transport maritime. Monsieur DESSALEGN a fait part de l'important projet de construction de chemin de fer reliant son pays à Djibouti et long de 700 kms. Le Togo

Le Togo, dont l'économie est largement tribu-

taire de l'hinterland ouest-africain, mesure à sa juste valeur l'importance de la sécurité dans la sous-région et en Afrique.

Le Togo, dont l'économie est largement tribu-

*Annances et pubs*  
**Appelez : 90-02-52-45 / 99-59-54-24**

## Démarrage de l'année académique 2015-2016 avec un effectif en hausse

### Les mesures prises pour une meilleure éducation des élèves

Ils sont au total, 2.124.750 élèves à prendre le chemin de l'école le 28 septembre dernier, jour de la rentrée de l'année scolaire 2015-2016. Sur toute l'étendue du territoire la rentrée est effective même si dans certains milieux, les enseignants insistent sur l'obtention des primes de rentrée et de bibliothèque avant de commencer le travail proprement dit. Actuellement, certains élèves ont déjà commencé les cours mais dans d'autres établissements encore, les parents d'élèves traînent devant la direction pour inscrire leurs enfants. Certains chefs d'établissement font aussi face au problème d'effectif qu'ils doivent gérer rapidement. Mais à ce problème d'effectif sans cesse croissant à chaque rentrée scolaire le gouvernement ne cesse de réagir en y apportant des solutions précises.

Pour cette nouvelle année qui a démarré le gouvernement a encore augmenté les salles de classe pour mieux contenir les élèves. « Dans l'enseignement général, 300 nouvelles salles de



classroom ont été entièrement construites et équipées, 350 autres salles de classe dont 150 au cours primaire, 200 au collège sont en cours de réalisation dans le cadre du projet BID éducation 360 salles de classe sont en cours de réalisation dans le cadre du Projet d'appui à la réforme des collèges dans la région Maritime et des Plateaux, financé par l'Agence française de développement (AFD), 150 salles de classe ont été réhabilitées et plus de 25.000 tables-bancs fournis », a avancé le ministre des Enseignements primaire et secondaire et de la formation professionnelle, Pr Komi Paalamwé Tchakpélé.

En plus de ces actions, 12 collèges d'initiative locale et 6 lycées d'initiatives

locales ont été transformés en établissements publics. Le gouvernement a aussi ouvert 6 nouveaux lycées. 225 nouveaux enseignants de l'Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé ont été recrutés, 600 enseignants volontaires sont en phase de recrutement. A entendre le ministre Komi Paalamwé Tchakpélé, le gouvernement s'active pour payer aux enseignants leur prime de rentrée et de bibliothèque dans un bref délai.

Il faut souligner que l'effectif de l'année dernière était de 2 053 743 élèves contrairement à 2.124.750 élèves cette année. On note alors une augmentation de 2% dans l'enseignement général et de 9% dans l'enseignement technique.

Jack NUKUNU

## 11<sup>e</sup> journée nationale de la commune togolaise

### Vers une meilleure prestation des services publics de base

La 11<sup>e</sup> Journée nationale de la Commune togolaise s'est tenue les 27 et 28 septembre à Lomé sur le thème « Gouvernance locale et délivrance des services publics de base aux populations : cas de l'état civil ».

La rencontre a réuni des secrétaires généraux des communes, des conseillers de préfecture, des chefs traditionnels et des acteurs de la société civile. Il s'agit au cours des travaux de diagnostiquer les difficultés et les insuffisances liées aux prestations fournies par les fonctionnaires et autres personnels des collectivités locales aux usagers. Des pistes de solutions ont été explorées pour permettre d'améliorer la gouvernance de la délivrance des services publics de base aux citoyens, notamment la formulation et l'octroi des actes d'état civil, à savoir notamment l'acte de naissance, le certifi-

cat de nationalité, le certificat de mariage et la carte nationale d'identité.

Les assises ont été meublées de communications relatives à « l'importance de l'état civil et des acteurs intervenant en la matière ; « cadre légal et institutionnel de l'état civil au Togo ; « dynamique démographique et l'Etat civil » ; « analyse géo-spatiale et accessibilité des services d'état civil dans la préfecture du Golfe ».

Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, Payadowa BoukpeSSI, donnant le coup d'envoi des travaux, a reconnu que la question de délivrance de services publics de base, en l'occurrence celle liée à l'identité et au statut juridique des citoyens, constitue un vaste chantier porteur d'espérance et sur lequel le Togo s'est engagé avec détermination.

Il a précisé que « Pour

Suite à la p 6

## Célébration de la Journée Mondiale du Tourisme

# Faire du secteur un pilier important du développement du Togo

Suite de la p 2

lier important du développement du Togo maritime et le développement, pour ce qui concerne la qualité des équipements et des prestations des établissements hôteliers nous rassure et nous donne un réel espoir que le Togo va renouer avec l'accueil des grandes rencontres internationales » a-t-elle indiqué

Le développement du tourisme crée une

grande ouverture sur le monde et offre beaucoup d'opportunités en termes d'emplois, de revenus et d'échanges culturels enrichissants. Lorsqu'elles sont bien orientées, la pratique et l'exploitation du tourisme sont de puissants moyens de lutte contre la pauvreté au sein des populations d'accueil. C'est conscient de cette capacité du secteur à produire des changements qualitatifs dans la

société, qu'une politique nationale du tourisme a été adoptée. En plus, un plan directeur de développement et d'aménagement touristiques a été élaboré avec le concours technique de l'OMT et l'appui financier du PNUD pour la mise en œuvre des axes stratégiques de cette politique.

Le plan directeur contient des programmes d'actions et des projets relatifs au renforcement

du cadre institutionnel et réglementaire du secteur, à la mise en valeur des sites et attraits culturels d'intérêt touristique, à l'amélioration de la qualité des établissements hôteliers, au renforcement des capacités professionnelles des acteurs publics et privés du secteur, à la promotion et à la commercialisation du tourisme togolais au plan national et international.

Pour terminer la

Ministre a voulu une fois encore inviter tous les acteurs du secteur à redoubler d'effort dans la réflexion et dans l'action afin que notre pays puisse tirer le meilleur profit du milliard d'opportunités d'affaires que présente la croissance rapide des activités touristiques dans le monde.

La Rédaction

## Débats sur les réformes et l'organisation éventuelle des locales

# Le silence inquiétant de l'opposition

Dans son discours de politique générale, le premier ministre Sélom Klassou a indiqué que le gouvernement procédera à l'organisation des élections locales après avoir opéré les réformes constitutionnelles et institutionnelles souhaitées par une large majorité des togolais. Depuis ce discours, les togolais attendent de voir si c'est un effet d'annonce ou s'il y a une volonté réelle de doter enfin notre pays d'autorités décentralisées élues.

Depuis une trentaine d'années le Togo n'a jamais connu d'élections locales. A la place des maires se trouvent des délégations spéciales nommées par l'autorité politique. Or d'après la loi le mandat des délégations spéciales ne peut excéder 6 mois.

L'arrivée au pouvoir du président Faure avec l'accord politique global de 2006 a donné l'espoir aux populations que désormais elles choisiraient elles-mêmes les hommes et

les femmes qui vont gérer leurs cités. Mais l'attente dure et les élections locales n'arrivent toujours pas. Du côté du gouvernement, on justifie cet état de fait par le retard pris dans la mise en place des outils législatifs et réglementaires qui vont encadrer ce scrutin. Du côté de l'opposition on semble se satisfaire du statu quo. Rien d'étonnant à cela car les différents dialogues organisés entre le pouvoir et l'opposition tournaient toujours autour de l'organisation

des présidentielles et des législatives. La démocratie à la base intéresse très peu la classe politique togolaise. La démocratie qui intéresse les hommes politiques au Togo c'est celle qui peut leur donner le fauteuil présidentiel avec en ligne de mire la richesse du pays.

L'inaction de l'opposition a propos des actions à mener pour obtenir l'organisation d'un tel scrutin s'explique en grande partie par le fait que gagner cette élec-

tion ne permet pas de mettre la main sur le trésor du pays. Lorsque l'opposition parle de démocratie, il faut plutôt comprendre la course au pouvoir. Au Togo, démocratie égal lutte pour le pouvoir pour soi et non pour le peuple car en réalité, le vrai peuple dont parle l'opposition chaque jour c'est soi-même ses intérêts et peut être ceux de ses amis et proches. Le bon Dieu s'occupera des intérêts du peuple.

*W. Maleki*

## 11<sup>e</sup> journée nationale de la commune togolaise

# Vers une meilleure prestation des services publics de base

Suite de la p 5

aider le gouvernement à faire des choix pertinents dans ce cadre, un comité technique pour l'élaboration de la feuille de route de la décentralisation a été mis en place le 14 octobre 2014 ». Ces choix seront suivis de l'organisation des élections locales comme indiqué dans le programme de gouvernement, a dit le ministre. En marge de l'ouverture de la journée, une convention de partenariat a été signée entre l'Union des Communes du Togo et le département de géographie de l'Université de Lomé. Dans son allocution, le président de l'Union des



Le ministre BoukpeSSI ( au micro et en costume) ouvrant les travaux

Communes du Togo (UCT), Kasségné Adjonou a relevé que la problématique d'une bonne gouvernance de la délivrance des actes civils aux citoyens a préoccupé son organi-

sation depuis 2008 eu égard aux difficultés qu'éprouvent ces derniers pour en disposer. Il a ajouté que ces difficultés sont imputables aux responsables des collectivités locales et au gou-

vernement d'où l'intérêt de la présente rencontre dont il est attendu des propositions pour remédier à cet état de chose. L'ambassadeur de France au Togo, Marc Fonbaustier a pour sa part mis en relief l'importance des actes civils dans la vie du citoyen. L'état civil, a-t-il souligné, constitue un droit fondamental du citoyen, parce qu'il l'accompagne toute sa vie. De l'avis du diplomate français, « reconnaître le droit à l'état civil aux citoyens, c'est leur reconnaître l'habilitation à participer pleinement à la vie publique, sociale, économique et politique de leur pays ». L'ambassadeur Fonbaustier a évoqué la nécessité de la décentralisation au Togo. Il a de ce fait rappelé que les partenaires au développement tiennent beaucoup aux élections locales qui permettront de choisir des gouvernants locaux légitimes qui incarneront la confiance et les aspirations des populations à la base, fa-

vorisant ainsi un développement participatif et inclusif. Son homologue d'Allemagne, Christoph Sander, l'a soutenu dans son plaidoyer pour la décentralisation avant de déplorer la lenteur et l'inefficacité de la délivrance aux populations des services publics de base. Il n'a pas passé sous silence le délabrement avancé des infrastructures abritant les administrations des services publics ainsi que l'insuffisance et la qualification des personnels. L'ambassadeur de l'Union Européenne auprès du Togo, Matinez-Berlanga a lui aussi exhorté les autorités togolaises à accélérer le processus de démocratie locale à travers la mise en place des dirigeants librement choisis par les populations. Il a promis que l'UE accompagnera ce processus tout en continuant de donner son aide au développement local, dans tous les domaines prioritaires.

AT

**SAVOIR**

**NEWS**

La Première Agence de Presse Privée au Togo

[www.savoirnews.net](http://www.savoirnews.net)

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : [savoir.news@yahoo.fr](mailto:savoir.news@yahoo.fr) / [info@savoirnews.net](mailto:info@savoirnews.net)

# Le football togolais sur la voie de la normalisation

## La FIFA accorde encore un mois à Antoine Folly pour rendre le tablier

Le comité exécutif de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), au cours de sa réunion des 24 et 25 Septembre derniers a définitivement clarifié la situation sur la normalisation à la Fédération Togolaise de Football. Dans un courrier adressé au comité de normalisation, le comité exécutif de la FIFA a notifié que le processus a donc pris plus de temps que prévu en raison des difficultés ayant prévalu lors de la première mission FIFA pour la révision des sta-

tuts ayant eu lieu en Mai. Par conséquent le comité exécutif a décidé d'étendre le mandat du comité de normalisation de la FTF jusqu'au 31 Décembre 2015 afin qu'il puisse terminer le processus de normalisation. Voilà une situation qui situe désormais tous les membres de la fédération togolaise de football. Ceux qui dans ce comité à l'instar de Folly ont joué au chrono pour que le mandat soit élargi de plus de 6 mois semblent avoir échoué. Cette décision

pousse certains à dire que la Fifa a décidé de ne blesser personne, ni le gouvernement qui tient à ce que la normalisation prenne vite fin, ni les acteurs qui veulent avoir un bureau normal. Le processus ayant été déclenché avec l'organisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire en vue de la refonte des textes le 24 Octobre, l'on doit tout faire pour qu'un bureau exécutif soit mis en place avant le 31 Décembre 2015.

Waraa

## FIFAGATE : Carton rouge pour le SG Jérôme Valcke

Le Français Jérôme VALKE a été démis de ses fonctions. Le communiqué de la FIFA a précisé qu'il a « été mis en congé et relevé de ses fonctions avec effet immédiat jusqu'à nouvel ordre ». En précisant que l'instance mondiale avait été « mise au courant d'une série d'allégations impliquant son Secrétaire Général » et qu'elle a demandé une enquête offi-



cielle de la commission d'Ethique ». Les accusations à l'encontre de Jérôme VALKE portaient entre autres sur les gains illégaux de la vente de

billets pour la coupe du monde du Brésil à un prix supérieur à la valeur. L'Allemand Markus KATTNER, « va gérer les affaires courantes ». Il est directeur des finances de la FIFA depuis 2003. Il a été nommé Secrétaire Général Adjoint en 2007 et Jérôme VALKE Secrétaire Général.

Source : cspordtz

## 70<sup>e</sup> session de l'AG de l'ONU

# \* Faure Gnassingbé a prononcé un important discours hier

# \* Il a aussi accordé plusieurs audiences

Suite de la 4

de Développement qui compte déjà comme membres l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Sénégal, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Tunisie et le Ghana.

### COOPERATION AVEC LE TOGO :

Le Centre de développement de l'OCDE entretient une coopération de fait avec le Togo via la publication de son rapport annuel. En effet, le Togo est un des pays dont l'économie est traitée par cette co-publication du Centre de développement de l'OCDE, la Banque Africaine de Développement et la Commission des Nations-Unies pour l'Afrique, depuis sa première édition en 2001. L'élaboration de la Note-Pays sur le Togo est faite en collaboration avec la BAD et des instituts locaux.

En outre, le Togo a été invité comme pays à l'honneur lors du lancement des PEA 2012 et des ministres togolais participent aux réunions et travaux internationaux du Centre et de l'OCDE, à son Forum Economique sur l'Afrique, des PDG/DG à ses rencontres sur Secteur privé et des professeurs à ses réunions d'experts.

Il faut par ailleurs mentionner deux projets soutenus par l'OCDE : le Projet Centre de Développement de l'OCDE - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sur « Enseignement supérieur et marché du travail : quelle stratégie de compétences pour le Togo » lancé lors d'un séminaire conjoint à Lomé en Juillet 2014 avec la présence des Présidents et professeurs des Universités de Lomé et Kara ainsi que des Universités privées ; ou encore le Projet UE-OCDE sur l'Inclusion des Jeunes ; projet coordonné par le Centre de Développement de l'OCDE. Ce projet qui se fait en étroite collaboration avec le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, suscité un vif intérêt des autres Ministères impliqués

dans la problématique des Jeunes, des partenaires du Togo et des acteurs locaux.

### A PROPOS DE L'OCDE :

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a été créée en 1961 et compte aujourd'hui 34 pays membres à travers le monde, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe, en passant par la région Asie-Pacifique. En font également partie des pays émergents comme le Mexique, le Chili et la Turquie. L'OCDE travaille très étroitement avec les BRICS, le G7, G8 and G20 ainsi que des économies en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes. Au sein de l'OCDE, le Centre de développement occupe une place unique. Créée à l'initiative du Président des Etats-Unis, John F. Kennedy en Mai 1961, le Centre de développement occupe une place unique au sein de l'OCDE et de la communauté internationale. Lieu de partage et de discussion, c'est un forum où se réunissent les pays pour échanger leurs expériences sur les politiques de développement économique et social. Le Centre alimente le débat politique sur le développement par des analyses d'experts. L'objectif est d'aider les décideurs à concevoir des solutions politiques pour stimuler la croissance et améliorer les conditions de vie dans tous les pays et surtout dans les pays en développement. Le comité directeur du Centre de développement se compose aujourd'hui de 51 pays dont 27 pays membres de l'OCDE et 24 pays émergents ou en développement. La Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD) et le Fonds monétaire international (FMI) participent en qualité d'observateurs. L'Union européenne ainsi que l'Union Africaine participent également aux travaux du Comité directeur. A noter que la Chine est devenue membre depuis le 1<sup>er</sup> Juillet dernier. Il faut rappeler que la question de la sécurité maritime était aussi à l'ordre du jour dans les

discussions avec d'autres partenaires. Déjà le 26 septembre le Togo et les Pays-Bas ont organisé une rencontre un événement parallèle de haut niveau placé sous le thème « sécurité et sûreté maritimes dans la mise en œuvre du programme de développement post-2015. » Initiée dans la perspective du Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine sur la sécurité maritime et le développement qui se tiendra à Lomé en 2016, cette rencontre a été présidée par le Chef de l'Etat togolais Faure Essozimna Gnassingbé, avec la participation active de ses pairs du Sénégal (Macky Sall) et du Bénin (Thomas Yayi Boni). On notait aussi la présence du Premier ministre béninois Lionel Zinsou, le Vice-Président de la Commission de l'Union africaine Erastus Mwencha ainsi que les représentants de l'Union européenne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de Madagascar, de Côte d'Ivoire et du Cameroun qui ont également pris part aux discussions. Conscient que seule la mutualisation des ressources et compétences peut aider à lutter efficacement contre le terrorisme et la piraterie maritime, le Chef de l'Etat a saisi l'occasion pour appeler les uns et les autres à la mobilisation. « Nous devons mieux coordonner nos efforts si nous voulons lutter efficacement contre ce fléau qui nous coûte 7 milliards de dollars par an » a-t-il insisté.

Le président Faure a également échangé avec la Secrétaire Générale de la francophonie Mme Mickael Jean. La Coopération entre son institution et le Togo était au centre de leur entretien. Avant Mickael Jean, c'est le Secrétaire Général de l'ONU qui était reçu en audience par Faure Gnassingbé. Là encore il était question pour les deux hautes personnalités de passer en revue les défis auxquels le monde est confronté afin d'envisager des approches de solutions. Le chef de l'Etat a aussi échangé avec d'autres grands hommes de ce monde dont le président malgache.

Focusinfos/waraa

# INSOLITES

## Kinshasa : 15 ans de vie en Europe, il ne rentre qu'avec des livres, la famille le déteste

Immigré en Occident se transforme parfois en cauchemar pour beaucoup d'Africains qui se voient coincé entre le désir de rentrer au bercail et l'échec. En Afrique on admet difficilement un retour sans moyens financiers conséquents. Après 15 ans de séjour en Russie où il a complété une brillante formation en économie, Moscovite avait jugé mieux de rentrer à Kinshasa que de rejoindre l'occident. Si l'Etat congolais avait payé ses études, il était normal ses compétences soient mises à son profit au lieu d'agrandir la longue liste de la fuite des cerveaux africains en occident.



L'annonce de son retour à Kinshasa est motif de satisfaction pour la famille qui s'imagine déjà le changement radical que va connaître leur statut avec l'arrivée de Moscovite. Des neveux et petits frères qui font la publicité dans le quartier, les parents qui attendent des choses venues droit d'Europe, des amis du quartier qui espèrent avoir au moins une chemise.

Mais Moscovite déçoit tout ce bon vieux monde qui avait mis leurs espoirs en lui. Dans ses deux malles, le « Mikiliste » ou revenant n'a eu le temps que de charger ses livres qui lui ont permis d'être un intellectuel. Dans sa tête, il s'imaginait bien dans un bureau au pays entraîné de participer au développement de la RDC.

Ce fait anodin pour ses proches crée une animosité autour de Moscovite qui se voit rejeté par tous. Tout le monde lui manque de respect et lui rappelle le retour au pays d'autres « Mikilistes » du quartier avec les cadeaux pour tout le monde. Mais Moscovite blinde son moral face aux critiques, confiant sur ses compétences.

Pendant six mois, il entend tout sur lui à son passage dans le quartier. « C'est lui, le parisien qui est rentré avec des malles de livres ? » « Quoi, il avait un projet d'ouvrir une bibliothèque ? ». Des humiliations qui vont trouver une fin avec son embauche comme haut cadre d'un grand groupe financier travaillant avec l'Etat Congolais.

Du jour au lendemain, Moscovite est redevenu ce grand frère ou ce voisin que tout le monde a toujours aimé. Des humiliations d'hier, Moscovite ne reçoit désormais que des éloges.

Autour d'une table dans un bar du quartier avec certains de ses détracteurs d'hier, Moscovite leur invite de boire à leur satiété, en leur prodiguant des conseils sur la vie.

Source : lolakayacongo

## Elle décroche un poste de présentatrice Télé en dévoilant une partie de sa poitrine

Drôle de tenue pour passer un entretien d'embauche me direz-vous. Mais un choix judicieux au final pour Enki Bracaj. Jeune étudiante en relations publiques à l'université de Tirana,



en Albanie, la jeune femme de 21 ans a trouvé une idée quoique peu orthodoxe pour passer une audition dans l'espoir d'obtenir un poste sur la chaîne ZjarrTelevision. « J'ai simplement trouvé un moyen de me mettre en avant », a-t-elle reconnu.

En effet, Enki Bracaj a tapé dans l'oeil des producteurs de la chaîne albanaise en se présentant à son audition avec seulement une veste laissant ainsi entrevoir une partie de sa poitrine. Véritablement emballés, ils lui ont offert un poste de présentatrice d'information internationale. Arborant désormais à chacune de ses interventions télévisées son décolleté vertigineux, la jeune femme se félicite « d'assurer de bonnes audiences à la chaîne ». « La plupart convient que son style de présentation est quelque peu maladroit mais nous y travaillons. Et pour être honnête, ça ne semble pas affecter les chiffres d'audience », a déclaré un porte-parole de ZjarrTelevision.

« Il était évident que si je voulais réussir, je devais me montrer courageuse et proposer quelque chose de différent. Avant toute chose, j'ai d'abord demandé l'accord de mes parents et quand j'ai eu leur appui, cela ne fut pas un problème pour moi de passer à l'antenne dans cette tenue », a confié Enki Bracaj avant d'admettre qu'il n'est pas « facile d'entrer dans le monde de la télévision ».

Source : lefigaro

# Bon début de l'année académique 2015-2016

## Viste de l'école privée laïque AWIYA à Cacavéli

L'année académique 2015-2016 a été officiellement lancée le 28 septembre dernier. « C'est la fin des belles vacances, c'est l'école qui recommence .... » a-t-on envie de dire. Pour cette nouvelle rentrée, chaque acteur a mis les chances de son côté pour un heureux aboutissement de l'année. C'est dans une ambiance de retrouvaille pour les uns et de dépaysement pour les autres qu'une de nos équipes a constaté l'effectivité de la rentrée. A l'Ecole Privée Laïque AWIYA donc et comme partout

ailleurs au Togo les portes des salles de classes se sont ouvertes ce 28 septembre pour accueillir les principaux acteurs de l'éducation que sont les élèves.

Pour la circonstance les premiers responsables de l'école au premier rang desquels se trouvait l'équipe pédagogique, après avoir souhaité la traditionnelle bienvenue aux apprenants et aux parents qui les accompagnaient, ont prodigué d'utiles conseils aux apprenants. «vous devez rompre avec les habitudes des vacances et vous mettre au



**Les élèves en récréation**



**Les tous petits en classe**

travail. A partir de maintenant seuls les cahiers doivent faire l'objet de vos distractions afin que l'espoir placé sur vous par vos parents et la nation toute entière ne soit pas déçu ». Tel a été le message délivré aux premières heures de l'année 2015-2016 à l'EPLAWIYA.

Rappelons que le 27 septembre déjà, dans un message adressé à l'ensemble du monde de l'éducation le ministre TCHAKPELE, après avoir fait le bilan de l'année écoulée, a placé la nouvelle sous le signe de l'apaisement et la concorde. Pour lui, le

gouvernement sera en concertation permanente avec les enseignants en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Il a aussi exprimé sa confiance aux enseignants et espéré que de leur franche collaboration résultera une année plus apaisée loin des tumultes que nous avons connues.

Vivement que tous les acteurs, chacun en ce qui le concerne, puisse jouer sa partition pour le succès en fin d'année.

**SENA LE LIBRE PENSEUR**  
/ A. FIC

## LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER  
TOUT FAIT SUSPECT  
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT

**8280**

**Anticorruption**

POUR TOUT RENSEIGNEMENT  
INFORMATION OU CONSEIL  
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT

**8201**

**Renseignements**



FEDERER POUR BATIR  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)